

Dépêche AEF : Retraite : "Nous voulons une grève qui dure jusqu'au retrait du projet Macron-Delevoye" (Clément Poulet, Fnec-FP-FO)

7-9 minutes

Au congrès de la Fnec-FP-FO, mi-octobre 2019, "la réforme des retraites a été au centre des discussions", explique Clément Poulet, nouveau secrétaire général, dans un entretien à AEF info. Selon les calculs de la fédération, qui est notamment le 2e syndicat chez les enseignants du 2nd degré, les personnels verraient "une diminution de leurs pensions de l'ordre de 20 à 40 %". Appelant à la grève interprofessionnelle "à compter du 5 décembre", Clément Poulet "souhaite un mouvement de grève qui dure jusqu'au retrait du projet Macron-Delevoye". En outre, "nous continuons de montrer notre désaccord" sur la loi Fonction publique, notamment concernant les CHSCT et CAP. Par ailleurs, le secrétaire général estime aussi que "loi Blanquer remet en cause le cadre national de l'école publique" et justifie l'absence de FO du comité de suivi sur le LGT : "Nous ne voulons pas servir de caution".





Clément Poullet, secrétaire général de la Fneq-FO-FP, lors du congrès 2018. Droits réservés - DR

AEF info : Lors du congrès de la Fneq-FP-FO, qui s'est tenu du 14 au 18 octobre à Clermont-Ferrand, vous avez été élu secrétaire général ([lire sur AEF info](#)). Quels ont été les principaux thèmes abordés lors du congrès et quelles seront vos premières priorités ?

Clément Poullet : Il y avait près de 900 militants qui représentaient de multiples catégories de personnels : enseignants, administratifs, professeurs d'université, personnels du ministère des Sports, salariés de l'AFPA... La réforme des retraites a été au centre des discussions du début à la fin. Le congrès a voté l'appel à rejoindre la grève, à compter du 5 décembre, lancée par les agents de la RATP et des transports.

AEF info : Que contestez-vous dans cette réforme des retraites ([lire sur AEF info](#)) ?

Clément Poullet : La remise en cause des 42 régimes des retraites, dont celui du Code des pensions civiles qui concernent les fonctionnaires de l'État, et la remise en cause du fait que les pensions soient calculées sur les six derniers mois, puisque la réforme propose un calcul sur l'ensemble de la carrière. Également, la question des points puisque sa valeur sera déterminée par des gouvernements futurs avec des critères qu'ils fixeront, basés notamment sur des conditions macroéconomiques qui pourront faire baisser la valeur du point. Ça, c'est inacceptable. Nous avons fait nos calculs et, selon les projections, ils font état, pour les personnels de notre champ de syndicalisation, d'une diminution des pensions de l'ordre de 20 à 40 %.

AEF info : Vous appelez à la grève "à compter du 5 décembre". Vous ne fixez pas de limite à cette mobilisation ?

Clément Poullet : Nous allons jeter toutes nos forces dans la préparation de cette grève. La question n'est ainsi pas uniquement cette journée mais les suites qui en découleront. Nous souhaitons un mouvement de grève qui dure jusqu'au retrait du projet Macron-

Delevoye. Les salariés ne veulent plus d'une grève saute-mouton mais sont favorables à une grève interprofessionnelle illimitée. Ils sont conscients que c'est uniquement dans ce cadre-là que nous pourrons faire reculer le gouvernement. La réussite de cette opération pourra ensuite nous permettre de faire reculer le gouvernement sur les réformes de la fonction publique et de l'éducation nationale.

AEF info : La loi sur la Fonction publique a été publiée et les textes d'application le sont également petit à petit ([lire sur AEF info](#)). Qu'espérez-vous ?

Clément Poulet : Cette loi est inacceptable et nous continuons de montrer notre désaccord. Nous allons continuer à défendre les CHSCT et nous appelons tous nos militants à les saisir et à les faire vivre, notamment sur la question des suicides. Le ministère de l'éducation nationale s'est toujours refusé à donner des chiffres et à produire des enquêtes. Nous voulons la vérité, afin de fixer les responsabilités et que cela s'arrête.

Aussi, cette loi engendre un véritable basculement en dessaisissant les CAP de leurs prérogatives sur le mouvement notamment. Nous allons continuer à défendre les personnels.

Le fait également que la loi permette l'embauche de contractuels sur des emplois permanents est une régression inacceptable. Nous le voyons avec les AESH ([lire sur AEF info](#)), qui sont dans des situations d'une extrême précarité alors même qu'ils sont sur des emplois permanents.

AEF info : Concernant les réformes de l'éducation nationale, quels sont vos principaux désaccords ?

Clément Poulet : Depuis juillet, nous votons contre les décrets d'application de la loi Blanquer. Cette loi remet en cause le cadre national de l'école publique en accroissant les expérimentations, met en place une école à deux vitesses avec les EPLÉI et, avec la scolarisation à 3 ans, remet en cause la maternelle publique. C'est une loi anti-laïque car elle aggrave la loi Debré en permettant le détournement de fonds publics pour financer des structures privées qui accueillent des enfants de 3 à 6 ans.

Nous combattons aussi la déclinaison dans l'éducation nationale de la loi sur la liberté de choisir son avenir professionnel et notamment

la volonté d'aller vers le "tout apprentissage".

Aussi, les réformes du bac et des lycées sont inacceptables pour nous qui avons toujours défendu le bac comme diplôme national, avec des épreuves terminales anonymes et nationales. La mise en place des épreuves communes de contrôle continu montre d'ailleurs que tout est fait pour que les épreuves soient passées différemment d'une classe à une autre.

AEF info : Pourquoi la Fnec-FP-FO est-elle absente du comité de suivi du lycée GT ([lire sur AEF info](#)) mais présent à celui du LP ([lire sur AEF info](#)), à travers respectivement le SNFOLC et le Snetaa ?

Clément Poulet : Pour le lycée GT, le SNFOLC ne veut pas servir de faire-valoir à une réforme qu'on a toujours combattue, ce qui ne nous empêche pas de porter nos revendications auprès de la Dgesco. Mais nous souhaitons rester indépendants et ne pas servir de caution à la mise en place de cette réforme.

Concernant le comité de suivi du LP, le Snetaa-FO a choisi de participer d'abord car les syndicats sont souverains au sein de la fédération. Mais il s'agit surtout de surveiller le fait que la mise en place de la réforme du lycée professionnel ne soit pas la déclinaison de la loi Pénicaud et que les branches professionnelles n'aient pas la main sur la formation professionnelle.

Dépêche n° 615335